

"Jean-Michel Blanquer est un homme de parti pris qui ne répond pas aux enjeux" de l'école (F. Popineau, Snuipp-FSU)

Le ministre de l'Éducation nationale "est un homme de parti pris" qui agit comme un "rouleau compresseur" sur l'école et ne "répond pas aux enjeux", regrette Francette Popineau, cosecrétaire générale du Snuipp-FSU, le 27 août 2018. Le syndicat du 1er degré demande la création de 2000 postes pour baisser la moyenne du nombre d'élèves par classe dans tous les niveaux des écoles d'éducation prioritaire. Il souhaite une meilleure formation continue des enseignants, portant sur les élèves à besoins éducatifs particuliers. Le Snuipp revient sur certains dispositifs et réformes attendus à la rentrée.



Conférence de presse du Snuipp-FSU, 27 août 2018.

"Les Dasen ont eu des difficultés à organiser la rentrée scolaire", "même avec la baisse démographique" que connaît le 1er degré. "Le dédoublement des CE1 en REP + est beaucoup plus difficile" que celui des CP, pour lesquels "les salles disponibles ont déjà été prises", rapporte Francette Popineau, le 27 août 2018. D'après le Snuipp-FSU, certaines écoles utilisent des préfabriqués, d'autres des paravents pour séparer les salles. Des enseignants seraient forcés de travailler à deux dans la classe.



Créer 2 000 postes supplémentaires en éducation prioritaire

Avec le dédoublement des CP et des CE1 en REP + et des CP en REP, "on voit les choses à travers le petit bout de la lorgnette", déplore en outre la cosecrétaire générale. "On oublie un certain nombre d'élèves. L'éducation prioritaire ne concerne que 30 % des élèves les plus fragiles. Les autres 70 % sont dans des classes dites ordinaires", fait-elle valoir.

"Dans ces classes, on dénombre 23 élèves en moyenne par classe, contre 21,2 en Europe", pointe la cosecrétaire générale. Selon les calculs du Snuipp-FSU, le nombre de postes nécessaires pour dédoublement l'ensemble des CP et CE1 en REP et REP + est de 5 428. "Si on ajoutait 2 000 postes à ces 5 000, on pourrait être à 20 élèves par classe dans toutes les écoles REP et REP +, du CP au CM2", plaide Francette Popineau.

"Plus de maîtres que de classes" : "le vivier s'amincit"

Le Snuipp regrette en outre l'utilisation des moyens du "Plus de maîtres que de classe" ou des écoles rurales pour permettre le dédoublement. "Les 'Plus de maîtres que de classe', encore un dispositif sans bilan", souligne par ailleurs Francette Popineau. "Le vivier s'amincissant, la Depp va avoir du mal à présenter une évaluation correcte."

Elle interpelle sur la situation des "20 % d'élèves qui connaissent de grandes difficultés en arrivant au collège" : ce sont "des enfants dans une telle souffrance que la pédagogie ne suffit pas", affirme-t-elle, évoquant les enfants malnutris, mal soignés. "Il y a 3 millions d'enfants pauvres en France. Ils sont dans nos classes. Qu'est-ce qui est fait pour eux à cette rentrée ?"

Jean-Michel Blanquer : une "politique paternaliste"

Le ministre de l'Éducation nationale "s'emploie à installer la défiance" dans l'école, juge le Snuipp-FSU. C'est un "homme de parti pris", qui agit comme un "rouleau compresseur" sur l'école et ne "répond pas aux enjeux". "Les besoins de l'école c'est la réussite de tous, la réduction des inégalités, l'inclusion. L'école n'a pas besoin d'une politique paternaliste, virant tyrannique, qui dit à l'école ce dont elle a besoin."

Le Snuipp revient sur plusieurs dispositifs et réformes du ministère de l'Éducation nationale attendus à la rentrée :

Ajustements des programmes : "problème de méthode et de fond". "Tous les syndicats ont dénoncé la méthode" du Conseil supérieur des programmes ([lire sur AEF info](#)), qui a publié ces ajustements pour les cycles 2, 3 et 4 moins de deux mois avant la rentrée. Cela dénote pour Francette Popineau d'une "mauvaise connaissance de la réalité du métier enseignant". En outre "certaines parties contredisent les programmes de 2016" et ces derniers "n'ont que 2 ans" : "d'après la recherche il faut 5 ans pour s'approprier les programmes".

Elle souligne que le comité de suivi des programmes de 2016 "n'a pas été réuni une seule fois" depuis l'arrivée de Jean-Michel Blanquer. "Ces ajustements tombent du ciel."

De surcroît "ils ne répondent pas à comment aider les élèves les plus éloignés de la culture scolaire à comprendre l'implicite", leur principale difficulté avant le décodage selon elle. Francette



Popineau regrette que les "ajustements cassent les cycles" : "pour les enseignants c'est la quadrature du cercle : la refondation de l'école n'est pas contestée" et pourtant le ministère réinstaura des repères annuels. "On ne parle plus des progrès des élèves, c'est un changement de philosophie."

Évaluations : éviter la "mise en concurrence entre les écoles". La poursuite des évaluations pour la rentrée 2018 (pour rappel : une en CP, une mi-CP et une en CE1) relève d'une "fascination" du ministre. "L'évaluation c'est un outil qui prend appui sur ce que l'enseignant fait dans la classe. Il ne faut pas confondre avec un outil qui met en concurrence les écoles et assoit les salaires des enseignants". Dans les pays anglo-saxons où une "culture de l'évaluation s'est mise en place", cela a généré "des situations anxieuses chez les enfants" qui de surcroît "ne retiennent pas les apprentissages une fois les épreuves passées".

Francette Popineau souligne que le syndicat n'a pas eu connaissance des sujets des évaluations et a seulement discuté des modalités de passation avec le ministère.

"Devoirs faits" : "être prudent". Le dispositif doit être mis en place dans le 1er degré. Le Snuipp appelle à être "prudent" sur cette question, les devoirs devant se limiter à de la révision à ce niveau. "Attention aux exercices que les élèves ne peuvent pas faire de manière autonome."

Plan mercredi : des moyens insuffisants. "On va être au milieu du gué", affirme Francette Popineau, estimant que les moyens alloués ne sont pas suffisants ([lire sur AEF info](#)). "On ne voit pas comment ce plan va résoudre les problèmes de qualification des animateurs et des taux d'encadrement."

Améliorer la formation initiale et continue. Le Snuipp demande "une formation initiale beaucoup plus longue" (les "enseignants vont beaucoup trop tôt dans les classes"), "adossée à la recherche" et qui permet une "progressivité dans les stages". Mais le projet du ministère de préprofessionnalisation des AED est "regardé sous l'angle des moyens", déplore le syndicat ([lire sur AEF info](#)).

En outre, "le ministre de l'Éducation nationale envisage la formation continue à moindre coût : sans remplacement, sans plus de postes de formateurs et autant de travail des enseignants", dénonce le syndicat, qui demande de la formation continue "pas seulement d'un point de vue disciplinaire mais aussi sur les gestes et les pratiques", une formation "qui nous prépare aux relations avec les familles" et à travailler "avec les élèves à besoins éducatifs particuliers".

Direction d'école : "en quoi les regroupements allègent-ils leurs tâches ?" "Les tâches administratives des directeurs sont lourdes. Ils ont regretté la disparition des contrats aidés. La réponse [proposée dans le rapport de l'Assemblée nationale paru cet été [lire sur AEF info](#)] ce sont les regroupements des écoles maternelles et élémentaires. En quoi cela allège le travail du directeur de lui donner des classes en plus ?", s'interroge Francette Popineau. "Un 'super' directeur rattaché au collège, on ne voit pas l'avancée", ajoute-t-elle. "Les collègues veulent se concentrer sur la coordination et l'animation de l'équipe pédagogique et être allégés en tâches administratives. Ils revendiquent une proximité avec les professeurs et ne veulent pas être le bras armé de l'inspecteur".



Prime en REP + : de l'inquiétude. "Le salaire au mérite nous inquiète beaucoup", pointe la cosecrétaire générale ([lire sur AEF info](#)). "Il n'y a pas de critères objectifs sur qui est méritant ou pas." En outre, "l'individualisation des salaires raconte quelque chose de l'école : la compétition empêche la coopération, l'entraide, le travail en équipe."

Agenda social : "se mettre d'accord sur la méthodologie". "Les seuls éléments que nous avons à ce sujet c'est une belle plaquette que l'on nous a remise", ironise Francette Popineau. "Des choses se passent en dehors des discussions formelles. Les sujets de l'agenda social sont des vraies questions que nous souhaitons aborder. Mais il faut se mettre d'accord sur la méthodologie. Le ministère dialogue peu avec nous."

"Problème de démocratie" avec les CAPN. Le Snuipp dénonce la "volonté de réduire l'action des représentants du personnel" du gouvernement en réduisant la "taille des commissions". Il s'agit "d'un problème démocratique".

Testez AEF